

3 FR

Une vision marxiste-féministe du genre – Nadia De Mond

1. Friedrich Engels, L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'état, 1884 Préface à la première édition
2. Marche mondiale des femmes, 2002 La violence envers les femmes: là ou l'autre monde doit agir
3. Adrienne Rich Une critique de l'hétérosexualité (extrait)
4. Marxisme et libération lesbienne/gay, 2003 Résolution du Congrès Mondial, extrait



International Institute for Research and Education - Amsterdam
24th Novembre – 15th Decembre 2013

Plan de l'exposé UNE VISION MARXISTE FEMINISTE SUR LE GENRE

1e PARTIE

Quelle est l'origine de l'oppression des femmes?

Nous contestons la motivation biologique, essentialiste de l'inégalité en plaçant la subordination féminine et la suprématie masculine dans leur contexte historique, socioéconomique et culturel.

L'oppression des femmes n'est pas une donnée éternelle. Toutefois elle existe depuis plusieurs millénaires, dans toute l'histoire écrite, du monde entier.

Remontons à une époque précédente 1° Qu'en disent les œuvres marxistes de base: Engels "L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat." Il hypothèse, sur la base des premières études ethnologiques, notamment de Morgan, l'existence d'une société primitive égalitaire. Il parle de communisme primitif et de matriarcat. Ce dernier a été démenti par les études anthropologiques successives.

Ce qui est important est l'approche méthodologique et le rejet de la famille monogame patriarcale comme modèle universel.

2° Que nous disent les études anthropologiques actuelles?

Les premières sociétés humaines étaient composées de petits groupes informels, nomades qui vivaient de cueillette, pêche et chasse au gibier à laquelle tout le monde participait. Ils consommaient ce qu'ils produisaient. Une première division du travail a pu avoir lieu avec la chasse aux grands animaux, les femmes restant plus près de l'habitat en période de grossesse et d'allaitement. Cette division était fonctionnelle et ne comportait pas d'attribution de valeur différente aux deux sexes.

Elles démentissent l'explication de la subordination des femmes par le mythe de "l'homme en tant que chasseur" qui aurait développé des capacités supérieures.

La plupart des sociétés de chasse et de cueillette étaient matrilineaires et matrilocales.

Discussion sur les causes de l'évolution vers la patrilocalité, l'existence de la domination masculine dans les groupes de parentèles,

« l'échange de femmes » (C.L.Strauss).

Révolution néolithique : changement considérable dans la condition des femmes avec l'avènement de l'agriculture, de l'élevage et du sédentarisme. Création de surplus et de propriété privée.

Le contrôle passe à un chef de lignage.

Importance de l'ancienneté et du contrôle sur la procréation des femmes pour assurer la descendance.

2e PARTIE

Le patriarcat

= le système de domination d'un sexe sur l'autre, règne depuis au moins 7-8000 ans à travers les différentes sociétés de classe dans l'histoire et dans le monde.

Il s'articule avec les différents modes de production.

La position des femmes et les formes de familles varient selon les époques historiques et les latitudes géographiques.

Sa quintessence consiste en l'appropriation, l'usage, le contrôle des hommes sur :

- le travail des femmes (leur force de travail, son produit)

- la reproduction et la sexualité des femmes (le corps des femmes)

Il pénètre toutes les sphères de l'existence. Nous nous limitons ici à analyser l'époque actuelle.

L'insertion imparfaite des femmes dans l'économie

- armée industrielle de réserve - ségrégation horizontale et verticale - précarité - « Féminisation » du monde du travail

Exploitation du travail de reproduction sociale livré gratuitement par les femmes

Approche intéressante du filon du féminisme du care.

Regardons de plus près la famille actuelle.

Outre à être le lieu de la soustraction du travail féminin de reproduction,

c'est le lieu de la procréation et du contrôle de la sexualité,

la couveuse des identités de genre ;

dressage aux caractères masculin et féminin (terzium non datur) fonctionnels à leur rôles dans la société.

La division du monde en deux genres exclusifs, opposés et complémentaires imprègne toute notre manière de penser.

La fausse neutralité du masculin : (le corps de) l'homme est la norme, (le corps de) la femme le produit dérivé.

L'oppression des femmes – économique, sociale, politique, culturelle, idéologique – passe inéluctablement sur son corps ; de même les batailles du mouvement des femmes.

Différence sexuelle ou différence de genre ?

L'idéal inculqué de la famille mononucléaire, monogame, hétérosexuelle, ... et la réalité des faits.

« L'amour romantique » nous convient-il vraiment ?

Reich : pas de libération du genre humain sans révolution sexuelle.

L'oppression des femmes dans le domaine public

Accès récent et pas universel à la formation

Annulation du rôle des femmes dans l'histoire, l'art, la science. « Womens studies » relativement récentes.

Le sexisme dans les espaces publics

La sphère politique – chasse gardée des hommes – dans le contenu et dans la forme

3e PARTIE

Différentes identités de genre

Reprenons le concept de genre

= formation d'une identité sexuelle selon l'idéologie dominante

= construction historique, sociale, culturelle

qui varie selon le temps et l'espace.

Introduction du concept dans les milieux académiques et ongiennes, usage « édulcorant »

Utilisation par les marxistes

Le genre comme camisole de force, notamment pour les personnes LGBTQ

Hétéronormativité/normalité

Homophobie

Rôle extrêmement oppressif des religions monothéistes

La perception de l'identité sexuelle varie dans les différentes cultures.

Ex monde arabe ; cultures africaines pré-colonisation ; peuples indiens d'Amérique

Le refus du genre

La théorie Queer

Judith Butler

Adrienne Rich

Le mouvement LGBTQ

L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat
Friedrich Engels

Préface de la première édition

Les chapitres qui suivent constituent, pour ainsi dire, l'exécution d'un testament. Nul autre que Karl Marx lui-même ne s'était réservé d'exposer les conclusions des recherches de Morgan, en liaison avec les résultats de sa propre - et je puis dire, dans une certaine mesure, de notre - étude matérialiste de l'histoire, et d'en éclairer enfin toute l'importance. En effet, en Amérique, Morgan avait redécouvert, à sa façon, la conception matérialiste de l'histoire, découverte par Marx il y a quarante ans, et celle-ci l'avait conduit, à propos de la comparaison entre la barbarie et la civilisation, aux mêmes résultats que Marx sur les points essentiels. Or, pendant des années les économistes professionnels d'Allemagne avaient mis autant de zèle à copier *Le Capital* que d'obstination à le passer sous silence; et l'*Ancient Society* [1] de Morgan ne fut pas autrement traitée par les porte-parole de la science « préhistorique » en Angleterre. Mon travail ne peut suppléer que faiblement à ce qu'il n'a pas été donné à mon ami disparu d'accomplir. Je dispose cependant d'annotations critiques qui se trouvent parmi ses abondants extraits de Morgan [2], et je les reproduis ici, dans la mesure du possible.

Selon la conception matérialiste, le facteur déterminant, en dernier ressort, dans l'histoire, c'est la production et la reproduction de la vie immédiate. Mais, à son tour, cette production a une double nature. D'une part, la production de moyens d'existence, d'objets servant à la nourriture, à l'habillement, au logement, et des outils qu'ils nécessitent; d'autre part, la production des hommes mêmes, la propagation de l'espèce. Les institutions sociales sous lesquelles vivent les hommes d'une certaine époque historique et d'un certain pays sont déterminées par ces deux sortes de production: par le stade de développement où se trouvent d'une part le travail, et d'autre part la famille. Moins le travail est développé, moins est grande la masse de ses produits et, par conséquent, la richesse de la société, plus aussi l'influence prédominante des liens du sang semble dominer l'ordre social. Mais, dans le cadre de cette structure sociale basée sur les liens du sang, la productivité du travail se développe de plus en plus et, avec elle, la propriété privée et l'échange, l'inégalité des richesses, la possibilité d'utiliser la force de travail d'autrui et, du même coup, la base des oppositions de classes: autant d'éléments sociaux nouveaux qui s'efforcent, au cours des générations, d'adapter la vieille organisation sociale aux circonstances nouvelles, jusqu'à ce que l'incompatibilité de l'une et des autres amène un complet bouleversement. La vieille société basée sur les liens du sang éclate par suite de la collision des classes sociales nouvellement développées: une société nouvelle prend sa place, organisée dans l'État, dont les subdivisions ne sont plus constituées par des associations basées sur les liens du sang, mais par des groupements territoriaux, une société où le régime de la famille est complètement dominé par le régime de la propriété, où désormais se développent librement les oppositions de classes et les luttes de classes qui forment le contenu de toute l'histoire écrite, jusqu'à nos jours.

C'est le grand mérite de Morgan que d'avoir découvert et restitué dans ses traits essentiels ce fondement préhistorique de notre histoire écrite, et d'avoir trouvé, dans les groupes consanguins des Indiens de l'Amérique du Nord, la clef des principales énigmes, jusqu'alors insolubles, de l'histoire grecque, romaine et germanique la plus reculée. Mais ses écrits ne furent pas l'œuvre d'un jour. Pendant près de quarante années il a été aux prises avec son sujet, avant de le dominer tout à fait. Et c'est pourquoi son livre est une des rares œuvres de notre temps qui font époque.

Dans l'exposé qui va suivre, le lecteur fera, dans l'ensemble, aisément le départ entre ce qui émane de Morgan et ce que j'y ai ajouté. Dans les chapitres historiques sur la Grèce et sur Rome, je ne me suis point limité aux données de Morgan, mais j'y ai joint ce que j'avais à ma disposition. Les chapitres sur

les Celtes et les Germains sont essentiellement mon ouvrage; là, Morgan ne disposait guère que de sources de seconde main et, quant aux Germains, Morgan n'avait - à part Tacite - que les mauvaises contrefaçons libérales de M. Freeman. J'ai remanié tous les développements économiques qui, chez Morgan, suffisent au but qu'il se propose, mais sont nettement insuffisants pour le mien. Enfin, lorsque Morgan n'est pas expressément cité, il va sans dire que j'assume la responsabilité de toutes les conclusions.

Notes

[1] *Ancient Society, or Researches in the Lines of Human Progress from Savagery, through Barbarism, to Civilization*. By LEWIS H. MORGAN, London, Macmillan and Co, 1877. Ce livre est imprimé en Amérique, il est étonnamment difficile de se le procurer en Angleterre. L'auteur est mort il y a quelques années. (Note d'Engels.)

[2] Il s'agit d'extraits commentés d'*Ancient Society*. Ils ont été publiés en traduction russe en 1945 dans le *Marx-Engels-Archiv*, tome IX. Dans la mesure où nous avons pu les retrouver, les citations de ces extraits sont indiquées en note avec la mention *Archiv*.

<http://www.marxists.org/francais/engels/works/1884/00/fe18840000a.htm>

Mondialisation et recomposition sociale, II : Genre. Nadia
Jump to: navigation, search

FORUM SOCIAL MONDIAL (2002)

LA VIOLENCE ENVERS LES FEMMES : LÀ OÙ L'AUTRE MONDE DOIT AGIR

La Marche mondiale des femmes a accepté de prendre en charge la rédaction du texte qui servira de base de discussion à ce forum veut délibérément parler de violence envers les femmes pour illustrer combien ce type de violences, cette problématique, sont centrales à une « culture de la violence ». Ne serait-elle pas une violence première et quasiment paradigmatique ? Nous avons délibérément voulu parler de violence envers les femmes car ce sont toujours les féministes qui ont du porter une parole sur cette violence. En dehors des féministes et du rapport de forces qu'elles imposent, le discours concernant les violences est comme ces violences : invisible....

Mais n'est-il pas effrayant de parler de « culture de la violence » ? N'est-il pas paradoxal, sans précaution, d'employer le mot culture, à connotation positive, avec le mot violence à connotation négative ? L'emploi du mot culture postule au moins la légitimation sociale, l'assentiment et la transmission. Transmission de la violence, légitimation sociale, plus ou moins marquée. C'est exactement ce qui se passe avec les violences à l'encontre des femmes.

Nous croyons qu'en appréhendant bien les causes et les conséquences de la violence envers les femmes, nous pourrons poser les premiers jalons d'une recherche d'alternatives pour un autre monde basé sur l'égalité et le respect de l'autre.

Ce texte vise donc à démontrer l'universalité de la violence, de ses diverses formes mais surtout à pointer ses causes afin d'arriver à l'éradiquer. Nous condamnons le patriarcat, ce système plusieurs fois millénaire d'inégalités, d'exploitation, de privilèges, de discriminations, de valeurs, de normes, de politiques, basé sur la prétention qu'il existerait une infériorité naturelle des femmes en tant qu'être humains et sur la hiérarchisation des rôles assignés dans nos sociétés aux hommes et aux femmes. C'est ce système qui génère les violences. Nous condamnons la mondialisation capitaliste néolibérale qui s'appuie sur la division sexuelle du travail pour créer des inégalités supplémentaires entre les hommes et les femmes, terreau plus que favorable à l'accroissement des violences. Nous voulons mettre fin à ces violences et dresserons la liste des éléments à changer dans ce but. Les actrices et acteurs de la lutte contre la mondialisation libérale y sont évidemment impliqués.

Nous souhaitons que chaque personne qui lira ce texte, y contribuera par ses réflexions et propositions afin d'arriver à Porto Alegre en 2002 avec un texte fort et axé sur l'action. Nous vous invitons donc à nous faire part de vos commentaires.

A L'AUBE DU XXI^{ème} SIÈCLE :TOLÉRANCE ET COMPLAISANCE TENACES ENVERS
TOUTES LES VIOLENCES ENVERS LES FEMMES.

La violence envers les femmes, une réalité transnationale et transculturelle

La réalité de la violence envers les femmes prend des formes différentes selon les sociétés, les cultures mais l'existence de la violence envers les femmes est un phénomène, un fait social qui se retrouve de façon transversale dans toutes les classes sociales, les cultures, les religions, les situations géo-

politiques. Il n'y aucune exception et la règle se confirme malheureusement tous les jours. Effectivement, toutes les minutes, des femmes sont abusées, humiliées, agressées, violées, battues, exploitées, tuées, le plus souvent par les hommes qui les entourent et ce, depuis des millénaires.

La violence s'exprime le plus souvent dans la sphère dite privée (les féministes ont amplement démontré que le « privé » est politique) : par exemple au sein de la famille avec le viol incestueux, les mutilations génitales, l'infanticide, la préférence du fils, les mariages forcés etc., au sein du mariage ou de la relation amoureuse : par exemple, le viol conjugal, les coups, le contrôle psychologique, le proxénétisme, le crime d'honneur, le femicide, etc. La sphère publique est aussi le lieu d'expression de violences envers les femmes comme le harcèlement sexuel ou moral au travail, les agressions sexuelles, le viol collectif, le trafic sexuel, la pornographie, le proxénétisme organisé, l'esclavage, les stérilisations forcées, etc. La violence envers les femmes est plus souvent l'expression de la domination d'un individu mais elle peut aussi être pratiquée de façon organisée par plusieurs hommes ou par un état (viols systématiques en Bosnie et en Haïti). Elle est trop souvent tolérée, excusée ou encouragée par le silence, par les discriminations, par la dépendance des femmes envers les hommes, par des justifications théoriques ou des approches psychologisantes à la source de stéréotypes voulant par exemple que les hommes soient incapables de contrôler leurs pulsions, notamment sexuelles, que les violeurs sont des malades mentaux, que les femmes aiment les « vrais hommes », etc.

Les multiples manifestations des violences envers les femmes

Quelques statistiques mondiales sur la violence envers les femmes (tirées de Sexisme et mondialisation, Marche mondiale des femmes, 2000) : • De 20 à 50% des femmes dans le monde sont victimes à des degrés divers, de violences conjugales. • Dans le monde entier, on évalue à 5 000 le nombre de femmes et de jeunes filles victimes de crimes "d'honneur" par année. • L'UNICEF évalue qu'une femme sur 10 dans le monde est victime d'un viol une fois dans sa vie. • Selon la plupart des études publiées sur le sujet, les femmes violées le sont le plus souvent par un homme qu'elles connaissent. • Le nombre de femmes excisées est estimé à 130 millions dans le monde et tous les ans, près de 2 millions d'autres sont soumises à cette coutume, au rythme d'environ 6 000 cas par jour, soit 5 petites filles par minute. • On estime qu'il y a au bas mot 9 millions de femmes dans l'industrie du sexe. Certaines estimations vont jusqu'à 40 millions à travers le monde. • On estime que l'industrie mondiale du sexe rapporte 52 milliards de dollars chaque année aux réseaux criminels organisés. • Selon les évaluations, 4 millions de femmes et de fillettes sont achetées et vendues dans le monde entier chaque année, à de futurs époux, à des proxénètes ou à des marchands d'esclaves. • Dans la seule région de l'Asie du Sud-Est, près de 70 millions de femmes et d'enfants ont été victimes du trafic sexuel depuis 10 ans. • Plus de 100 millions de filles manquent à l'appel à travers le monde du fait de la préférence accordée au fils. • En Inde, en moyenne cinq femmes par jour sont brûlées pour des motifs tenant à leur dot, et beaucoup d'autres cas ne sont jamais signalés. • Une enquête réalisée dans les quinze états membres de l'Union européenne en 2000 révèle que 2% de travailleuses (=3 millions) ont fait l'objet de harcèlement sexuel au travail et 9% de travailleuses et de travailleurs ont été l'objet d'intimidation et de harcèlement moral.

Les régimes intégristes, formes extrêmes d'institutionnalisation des violences envers les femmes.

Certains régimes intégristes comme celui des Talibans en Afghanistan ont institutionnalisé la violence envers les femmes et en ont fait un droit divin accordé à tout homme, à tout moment. Le contrôle absolu et l'appropriation du corps des femmes ont pris, au cours des siècles des visages d'horreur ou de manipulation. Le XXe siècle a permis l'avancement des droits des femmes mais n'a pas fait reculer la

violence qu'elles subissent de façon significative. On pense aux crimes d'honneur, aux crimes liés à la dot des jeunes filles, au lévirat qui sont autant de pratiques donnant le droit de vie ou de mort sur les fillettes et les femmes aux hommes de la famille. On pense à certaines réalités des pays occidentaux où on voit persister, malgré une plus grande reconnaissance des droits des femmes, la violence et le contrôle sous diverses formes (un viol toutes les 6 minutes aux États-Unis, non-reconnaissance du viol conjugal, du droit à l'avortement en Suisse par exemple, croissance du trafic sexuel, massacres de femmes comme celui de Montréal en 1989), etc. Aucune société n'est à l'abri de la violence envers les femmes car aucune société n'a pleinement réalisé l'égalité réelle entre les hommes et les femmes, même si l'égalité des droits, l'égalité formelle, est reconnue.

Sur la scène internationale, à l'heure actuelle, la situation des femmes afghanes est probablement l'exemple le plus criant de l'indifférence ou de la tolérance de l'intolérable dont peuvent faire preuve les pays se réclamant du respect des droits humains fondamentaux. Avant le 7 octobre, peu de pays avaient réagi pour réclamer la fin des exactions des Talibans contre les femmes depuis 1996. Depuis le début de la guerre, on invoque cependant le non-respect des droits fondamentaux des femmes pour appuyer les bombardements, faisant fi de l'impact de cette guerre, comme de toutes les guerres, sur les femmes. Selon Amnistie Internationale, le nombre de femmes victimes lors des conflits armés est passé de 5% lors de la première guerre mondiale à 50% lors de la deuxième guerre mondiale et à près de 80% dans les années 90. Il n'y a aucune raison pour que la présente guerre fasse exception. Les femmes afghanes, tout comme la population afghane, veulent que les bombardements cessent, qu'avec le départ des Talibans soit instaurée l'égalité. Les groupes de femmes afghanes veulent aussi être partie prenante de la résolution du conflit et du rétablissement de la démocratie dans leur pays.

Le viol comme arme de guerre

Un autre visage que prend la violence envers les femmes est celui du corps des femmes utilisé comme butin ou arme de guerre. Dans tous les conflits armés, des plus anciens aux plus récents, les attaquants se sont servis du viol des femmes comme façon d'atteindre leurs ennemis. Par exemple, des camps de viol ont été organisés lors de la guerre des Balkans pour parfaire le « nettoyage ethnique ». On commence à savoir maintenant que les viols ont été massifs, de la part des Français, durant la guerre d'Algérie. De 1932 jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale, le Japon a mis sur pied des camps d'esclaves sexuelles pour son armée. Ainsi 200 000 femmes ont été contraintes à l'esclavage sexuel dans des centres de viols appelés « centre de délassement ». Ces esclaves appelées « femmes de réconfort » étaient des femmes kidnappées des pays mitoyens en guerre avec le Japon. Au Kosovo, depuis la fin de la guerre, des femmes d'Europe de l'Est ont été enlevées, séquestrées, terrorisées et amenées dans des bordels de Pristina par le crime organisé où près de la moitié de leurs clients sont du personnel international et des forces de maintien de la paix... et la liste pourrait s'allonger.

Les femmes combattent et s'organisent

Malgré les souffrances infligées, les femmes combattent partout et tous les jours les violences. Elles s'auto organisent et manifestent pour faire changer les lois, veiller à ce qu'elles soient appliquées, bousculer les « traditions » dont les femmes paient le prix, apporter leur solidarité concrète aux femmes victimes des violences, etc. Des femmes endurent des violences ont tous les jours le courage de se lever pour les dénoncer haut et fort. Ce sont elles les premières combattantes de ce fléau social. Ainsi les Mauriciennes par exemple se sont-elles mobilisées contre les violences conjugales et ont fait voter une loi en 1997. Ainsi des pièces de théâtre prévenant le trafic sexuel sont –elles jouées aux Philippines. Ainsi les « Femmes en Noir » en Serbie, se sont-elles élevées contre la politique militariste et nationaliste de Milosevic et ont apporté leur soutien aux réfugiés du Kosovo. Ainsi Au Burkina Faso

des associations travaillent auprès des adolescentes pour prévenir l'excision et le mariage forcé ou/et précoce.

LES CAUSES DE LA VIOLENCE ENVERS LES FEMMES

La violence envers les femmes trouve ses racines dans la haine de l'altérité et la croyance que la domination est un mode de survie viable. Le patriarcat a institué, un ordre de domination (social, économique, politique) du masculin sur le féminin. Ainsi les hommes, les garçons tirent dans toutes les sociétés, dans toutes les classes sociales et malgré les avancées du féminisme des dernières années, des bénéfices importants et des privilèges bien concrets de ce système de domination : par exemple, les travaux domestiques, l'éducation des enfants sont effectués partout en quasi-totalité et gratuitement par les femmes voire par les petites filles. Partout les garçons, les hommes ont plus de « valeur » que les femmes et les fillettes. Afin d'imposer ce système d'exploitation et d'oppression, le plus ancien et le plus pérennisé qui soit, et de le maintenir en place, la violence ou la menace de la violence est utilisée comme outil de contrôle, comme punition pour avoir dérogé aux règles établies par le patriarcat (hiérarchisation, soumission, obéissance, etc.). Nos sociétés se sont développées (et continuent de se développer) avec comme assises cette hiérarchisation des individus selon leur appartenance à un sexe. Dans ce contexte, l'altérité est vue et construite comme une menace plutôt que comme une richesse. Ainsi, le besoin de dominer pour survivre, sur lequel est basé le patriarcat, la volonté de conserver les privilèges inhérents au statut de l'opresseur mènent à l'utilisation de la violence comme affirmation de la masculinité et comme outil de maintien de la domination. Se crée ainsi une véritable solidarité entre hommes pour que cette situation perdure. Tant et aussi longtemps que nous refuserons de remettre en question ces réalités, nous ne parviendrons pas à éliminer la violence envers les femmes.

La domination patriarcale se modèle habituellement selon le système économique dominant, au mode de production existant. Le mode de production capitaliste coexiste donc avec la domination patriarcale qui lui était antérieure et l'utilise pour son plus grand profit. Les régimes dits « socialistes » ont aussi cohabité avec le patriarcat et l'expérience historique des femmes face à ce type de sociétés les a convaincues qu'un changement vers un régime « progressiste » ne s'accompagne pas du tout automatiquement d'un accès à l'égalité et à l'éradication des violences à leur encontre. Évidemment, les femmes sont présentes dans toutes les classes sociales. Ce sont elles que l'on retrouve cependant en majorité au sud dans le travail informel, ou travailleuses dans les zones franches, ou sans emploi salarié. Au nord, elles sont majoritaires dans le travail précaire, flexible, à temps partiel, ou au chômage. Ce sont elles, au sud comme au nord qui accomplissent encore la quasi-totalité des tâches domestiques gratuitement. Ces espaces de vulnérabilité supplémentaires peuvent être autant de zones sensibles à l'accroissement des violences ou à la difficulté renforcée d'en sortir.

De même les discriminations racistes fragilisent considérablement les femmes. Ces différents modes d'oppression se conjuguent, s'interpénètrent et se renforcent mutuellement. La présence d'un handicap, le jeune âge ou le grand âge, le lesbianisme, la prostitution peuvent être autant de facteurs aggravants.

CONSÉQUENCES DES VIOLENCES

Les répercussions qu'endurent les femmes victimes de violences ne sont jamais anodines. C'est toujours une personnalité entière qui est ébranlée, une remise en cause totale qui s'opère. Paradoxalement, quelles que soient les circonstances et les formes de violences subies, les femmes ressentent honte et culpabilité. Honte de ce qu'elles ont subi comme effraction de l'intime, comme négation de leur libre arbitre et de leur intégrité physique et psychologique. Culpabilité de n'avoir soi-disant opposé aucune

résistance (la réalité est en fait un peu plus complexe). Et ce, dans tous les coins et recoins du monde au sud comme au nord, à l'est comme à l'ouest.

Les conséquences des violences se répercutent en premier lieu sur la santé des femmes. Conséquences physiques telles que hémorragies répétées pouvant aller jusqu'à la septicémie à la suite de mutilations sexuelles, membres cassés, etc. à la suite de coups répétés, somatisations multiples.

Par définition elles peuvent aller jusqu'à la mort : meurtre des nouvelles-nées en Chine, crimes d'honneur en Jordanie ou au Maroc, meurtres de femmes à Ciudad Juarez au Mexique. Mais la mort peut venir aussi de violences conjugales : un coup un peu plus appuyé que les autres de la part de son mari et à un endroit particulièrement vulnérable. La Banque mondiale, elle même est contrainte de reconnaître que les violences envers les femmes sont une cause de décès et d'incapacité chez les femmes en âge de procréer aussi importante que le cancer et une cause de mauvaise santé plus importante que les accidents de la route et la malaria combinés.

Conséquences aussi psychologiques : perte de l'estime de soi, dépression, tentatives de suicide, phobies, cauchemars, crises d'angoisse, psychoses, peur des rapports sexuels, entrée dans la prostitution, etc.

Les conséquences peuvent revêtir un aspect plus " matériel " : déménagement, perte d'emploi, abandon des études. Le rapport à l'entourage peut être bouleversé : rupture avec le conjoint, éloignement de prétendus " amis ".

La violence envers les femmes ou même la menace de la violence a principalement comme conséquences de maintenir les femmes dans un état de peur ou de vulnérabilité constante et de limiter leurs déplacements (particulièrement le soir ou la nuit), leur accès à des espaces publics où elles se sentent en sécurité, leur participation sociale, leur autonomie. Les femmes se voient ainsi dénier l'accès à une citoyenneté pleine et entière. La violence remplit un rôle de contrôle social des femmes. Toutes ces conséquences peuvent aussi se chiffrer en coûts économiques .

VIOLENCES ET MONDIALISATION LIBÉRALE

Une des conséquences de la mondialisation libérale est la délocalisation des entreprises du nord vers le sud afin de trouver de la main d'oeuvre à moindre coût. Le marché du travail s'ouvre ainsi aux femmes mais dans des conditions plus que dramatiques : salaires insuffisants pour vivre, conditions de travail très éprouvantes occasionnant des risques majeurs pour la santé, droit du travail inexistant, interdiction de la syndicalisation. La précarité de leur situation sur le marché du travail rend ces femmes vulnérables à l'extrême : par exemple, dans les maquiladoras au Mexique, lors des entretiens d'embauche, les ouvrières doivent répondre à des questions concernant leur comportement sexuel, leur cycle menstruel, et le contrôle des naissances. Les entreprises leur imposent aussi un test de grossesse. La plupart du temps ces femmes sont des mères célibataires ou représentent la principale source de revenus pour leur famille. C'est la raison pour laquelle elles acceptent des contrôles corporels humiliants. Dans les usines délocalisées au Bangladesh les ouvrières ont deux grandes peurs : l'incendie et le viol. En juin 1996, 32 ouvrières ont brûlé à Dacca parce qu'il n'y avait dans l'usine ni sortie de secours, ni extincteurs. La nouvelle s'est très vite propagée . En revanche, c'est toujours la loi du silence pour les viols. Le harcèlement sexuel, le chantage au licenciement si elles ne cèdent pas est monnaie courante de la part des chefs hommes.

Au nord, les changements apportés dans l'organisation du travail (augmentation des tâches,

intensification du rythme de travail, pressions accrues sur le personnel, etc.) et le développement de toutes les formes de travail précaire et atypique entraînent une augmentation du harcèlement moral ou psychologique dont les femmes sont principalement victimes car ce sont elles que l'on retrouve le plus dans cette forme de travail.

Avec le développement de la mondialisation capitaliste on assiste à une féminisation accrue des migrations, la majeure partie vers les pays industrialisés. Ces femmes sont contraintes à l'émigration car elles ne peuvent plus subsister chez elles et doivent aider leur famille en envoyant régulièrement de l'argent. Certains pays, comme les Philippines, encouragent même cette émigration. Ces femmes sont souvent employées de maison et certaines d'entre elles doivent subir le harcèlement sexuel ou le viol de la part de leurs employeurs en plus d'être dépendantes car sans-papiers. Ce fut le cas de la philippine Sarah Balabagan (14 ans) en Arabie Saoudite ou de l'ivoirienne Véronique Akobé qui furent toutes les deux jugées et condamnées pour tentative de meurtre ou de meurtre contre leurs employeurs qui les avaient violées.

Les Institutions financières internationales, le FMI et la Banque Mondiale, imposent aux pays endettés des plans d'ajustement structurels afin " d'assainir " leur économie. Ces derniers préconisent des destructions de services publics, réduisent drastiquement le nombre de fonctionnaires, augmentent considérablement le prix des denrées de première nécessité, etc. Ils contraignent les femmes à travailler encore plus de façon non rémunérée pour compenser les services désormais inexistantes, jettent des milliers de femmes et d'hommes au chômage, appauvrissent et affament des populations entières. Ces actions néfastes délitent le tissu social et créent ainsi un terreau favorable à l'émergence de violences supplémentaires à l'encontre des femmes, notamment au sein du couple. Elles favorisent la marchandisation du corps des femmes et des enfants, en majorité les petites filles, seul bien qui leur reste à vendre : prostitution, esclavage domestique, trafic d'organes, etc.

Commerce sexuel, une industrie plus que florissante

La mondialisation libérale a donné au commerce sexuel, passé du stade artisanal au stade industriel, une dimension planétaire. Cette internationalisation a créé un très large marché d'échanges sexuels où femmes et enfants sont devenus des marchandises consommables disponibles pour la clientèle masculine demandeuse. La prostitution a connu un essor considérable durant les trois dernières décennies dans l'hémisphère sud et depuis une décennie, après la chute du mur de Berlin, dans les pays de l'Est de l'Europe. Elle revêt des formes diverses. On assiste à un essor de la prostitution locale liée aux déplacements de la campagne vers les villes. Les femmes et les enfants sont prostitués dans les quartiers " chauds " des métropoles de leur propre pays : Thaïlande, Philippines, Indonésie, Inde, etc. Provoqué par les facilités de transports et de communication, l'attrait de " l'exotique ", la recherche de prostitué-e-s toujours plus jeunes supposé-e-s non contaminé-e-s par le VIH, le tourisme sexuel est en augmentation constante. Certains pays même comptent sur les revenus de la prostitution pour assurer leur développement. Mais ce tourisme sexuel n'a pas lieu uniquement dans les pays du sud. Il s'exerce aussi en Europe à Berlin, Hambourg ou Amsterdam qui sont devenus des destinations importantes. Ce sont d'ailleurs des pays qui reconnaissent la prostitution comme " travail sexuel ".

Parallèlement à cette prostitution locale, le trafic des femmes et des enfants s'est considérablement étoffé. On retrouve dans les villes du Japon, de l'Europe de l'Ouest et de l'Amérique du Nord des centaines de milliers de jeunes femmes qui ont été " déplacées " afin de se livrer à la prostitution. Le plus gros contingent de personnes provient des pays de l'Asie du Sud et du Sud-Est : environ 400 000 par an. Puis de l'ex Union Soviétique suivie par l'Amérique Latine et les Caraïbes. Ces femmes et ces enfants sont parfois enlevés et vendus d'intermédiaire en intermédiaire jusqu'à la destination. Mais

parfois c'est la misère qui pousse les femmes à quitter leur pays et à tomber dans le piège des réseaux mafieux qui organisent le passage des frontières et promettent par exemple un travail bien rémunéré dans un bar ou un mariage avec un occidental. La constitution de la " Forteresse Europe ", par exemple, où il y a une restriction drastique des possibilités de circulation des personnes, le rêve de l'Eldorado occidental, la fuite devant des situations de guerre, amènent des femmes à avoir recours à ce type de démarches.

Dans les réseaux, l'entrée dans la prostitution s'accompagne toujours de violences supplémentaires dites " dressage " afin de contraindre les femmes à l'obéissance et à la soumission : coups, humiliations, viols répétés, etc. Ces réseaux génèrent des profits considérables. Interpol a calculé que les revenus d'un proxénète vivant en Europe étaient d'environ 108 000 euros par an. A l'heure actuelle, le trafic des femmes en vue de la prostitution est plus rentable que celui de la drogue : le bénéfice de la drogue est unique alors qu'une femme prostituée rapporte de l'argent toute l'année au proxénète.

Ces réseaux de prostitution s'appuient sur le développement inégalé et totalement banalisé de la pornographie : exploitation de sex-shops, sites pornographiques sur Internet, cassettes vidéos, etc. Celle-ci met en scène des images mercantiles, avilissantes, violentes, du corps des femmes et la plupart du temps de façon tout à fait légale. Elle fait de même, mais de façon illégale, pour les enfants. Les femmes qui tournent dans ces films sont souvent elles mêmes victimes de viols, violences et meurtres, les films « hardcore », les « reality show » étant de plus en plus demandés.

DES ALTERNATIVES, DES PERSPECTIVES, DES ORIENTATIONS QUI PERMETTRAIENT D'ALLER VERS L'ELIMINATION COMPLETE DE TOUTES LES VIOLENCES ENVERS LES FEMMES

Comment en sortir ? Comment faire en sorte que ces violences, beaucoup plus que doublement millénaires, s'arrêtent ?

Les discriminations à l'encontre des femmes, les inégalités dont elles souffrent sont encore souvent inscrites, institutionnalisées, dans le droit et les lois de nombreux pays. Durant tout le XXIème siècle et encore maintenant les féministes ont lutté afin de faire reconnaître leurs droits fondamentaux. Elles ont revendiqué et veillé au fait que leurs victoires soient sanctionnées par une inscription dans la loi. La reconnaissance de leurs droits formels est toujours une bataille première que ce soit au niveau national ou international. Nous voulons donc d'abord inscrire l'interdiction des violences dans la loi de chaque pays, transposer dans le droit national les contenus des Conventions internationales ou régionales là où il en existe. (voir demandes de la Marche mondiale des femmes en annexe)

Ensuite, faire en sorte que ces lois répriment la totalité des violences. Il existe encore des pays où le viol conjugal n'est pas un crime : par exemple Inde, Malaisie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Serbie. Il existe encore des pays où la violence conjugale qu'elle soit psychologique ou physique, n'est pas reconnu, comme en Haïti. Il existe encore des pays où le code pénal stipule qu'un violeur qui épouse la femme qu'il a violée ne sera pas poursuivi : par exemple Costa Rica, Éthiopie, Liban, Pérou, Uruguay. Il existe encore des pays où le harcèlement sexuel au travail ne peut être le fait que d'un supérieur hiérarchique et non d'un collègue : par exemple la France.

Ensuite encore faire en sorte que ces lois soient effectivement appliquées. En effet, dans presque la totalité des pays du monde, les lois réprimant les violences envers les femmes sont très mal appliquées parce qu'il manque une réelle volonté politique de les faire appliquer. De fait, dans les pays où elles en

ont la possibilité, bien peu de femmes portent plainte contre les violences qu'elles subissent parce qu'elles craignent les représailles ou, tout simplement, de ne pas être crues. Et ces violences restent donc invisibles. Dans tous les pays du monde, ce sont les féministes qui les ont rendues visibles.

Certains pays occidentaux pratiquent avec brio le double langage : ils s'offusquent avec sincérité des violences à l'encontre des femmes, versent deux ou trois larmes de compassion et laissent couvrir en même temps, au nom de la liberté d'expression, les murs de leurs villes d'affiches publicitaires qui dégradent et avilissent l'image des femmes et qui sont de véritables incitations et permissions du viol.

Mais les lois ne font pas tout. Il est de la responsabilité des États de tous les pays du monde de faire en sorte que les violences contre les femmes soient intolérables pour toutes et tous.

Il est de la responsabilité des États de tous les pays du monde d'éduquer leur population par tous les moyens possibles en ce sens, et ce, dès le plus jeune âge.

Il est de la responsabilité des États de tous les pays du monde de former aux réalités des violences à l'encontre des femmes tous les personnels sociaux, de santé, d'enseignement, de justice, de police, etc., susceptibles de les recevoir.

Il est de la responsabilité des États de tous les pays de reconnaître et de promouvoir l'égalité entre les sexes et les droits fondamentaux des femmes.

Nous en sommes loin ? Évidemment puisque certains États institutionnalisent les violences à l'encontre des femmes. Mais ne sommes nous pas là pour penser l'utopie ?

Il n'y a pas que les États qui doivent prendre leurs responsabilités

Les mouvements sociaux dans leur ensemble, les associations anti-mondialisation néo-libérale, les organisations syndicales, politiques doivent participer à la dénonciation des violences. Les syndicats par exemple doivent dénoncer le harcèlement sexuel au travail et doivent aussi soutenir une femme victime de violences conjugales que son mari vient harceler jusqu'à son lieu de travail et qui est contrainte de démissionner et ceci est vrai au nord comme au sud.

Il est de notre responsabilité individuelle et collective, hommes et femmes, de prendre position contre les violences partout où nous les rencontrons, y compris au sein de nos propres organisations militantes mixtes, et de faire en sorte d'empêcher qu'elles se produisent. Ne faisons pas comme ces gens qui en 1985 sur un quai de métro à Paris, à 6 heures du soir, heure de très grande affluence, ont vu une jeune fille être violée sous leurs yeux sans réagir.

Il est de la responsabilité de nos camarades hommes des mouvements sociaux de se solidariser publiquement, au nom d'une autre société que nous voulons construire ensemble, avec la lutte des féministes contre les violences. Pourquoi pas une déclaration solennelle des mouvements sociaux et de la Marche Mondiale des Femmes s'engageant à lutter en commun? Pourquoi pas organiser un tribunal international sur les violences envers les femmes lors de la troisième rencontre du Forum Social Mondial ?

Les violences, de tout type, privent les femmes de leur autonomie et minent leur intégrité physique, morale, psychologique et intellectuelle. Elles les empêchent de travailler, de lutter, de se divertir, ... bref, de vivre. Sachons l'entendre.

Ce qui autorise et crée les violences ce sont toutes les inégalités, les fanatismes, les discriminations dont les femmes sont victimes, l'état d'infériorité ou de marginalité dans lequel on veut les maintenir. Les violences sont les dernières garantes de l'oppression des femmes et parallèlement nos sociétés inégalitaires font le lit des violences. Lutter contre les inégalités c'est aussi lutter contre la légitimation des violences.

Les hommes ont certes à perdre des privilèges dans la lutte contre les inégalités femmes/hommes. Mais ne sommes nous pas réunis pour abattre les privilèges, TOUS les privilèges. Les hommes ont à gagner, comme nous les femmes, d'autres rapports humains basés sur la confiance réciproque et le respect mutuel. Ils ont à gagner, comme nous les femmes, des individus nouveaux débarrassés des oripeaux de la vieille société. Ils ont à gagner, comme nous les femmes, une société réellement égalitaire pour laquelle nous luttons tous dans tous les autres domaines : racisme, travail, anticolonialisme, etc.

De nombreux auteurs parlent du caractère inné de la violence, de son caractère naturel. Freud postule l'existence d'une pulsion de mort. On cherche même un gène de la violence. Rien de tout cela ne nous paraît prouvé. Nous pouvons tout aussi bien postuler du fait que la violence est une construction sociale. Il n'est pas très compliqué, en dehors de toute influence néfaste, d'éduquer un enfant à la non-violence. Ces argumentations du caractère naturel de la violence ne seraient-elles pas des justifications idéologiques, des tentatives de légitimation ?

Ce qui est sûr en revanche, c'est que la violence sert à la domination. Il n'y a pas de domination sans violence, même si il n'est pas nécessaire qu'elle s'exprime tout le temps ouvertement : l'idéologie sert à maintenir l'ordre du dominant.

Ce qui fonde, entre autres, la possibilité de la vie humaine, c'est de pouvoir se reposer en paix, de ne pas être obligé d'être sans cesse aux aguets. L'état de guerre permanent est insupportable. Mais cela suppose un minimum de confiance en l'autre. C'est le propre de toute relation humaine « normale ». Certaines femmes ne peuvent même pas accéder à cette confiance. Pour elles, dans certains lieux, la vie consiste à gérer l'imprévisible : la violence de leur conjoint, ou celle de leur supérieur hiérarchique au travail. VIVRE est quasi impossible. Leur vie se résume à de la survie, à de la mort psychologique à petits feux.

QUAND ARRÊTERONS-NOUS CELA ? « Un peuple qui en opprime un autre n'est pas un peuple libre ». Paraphrasons : « Une personne qui en opprime une autre n'est pas une personne libre ».

Pour construire un autre monde, pour qu'il soit possible, les mouvements sociaux doivent s'engager aussi à remettre en question les rapports inégaux entre les hommes et les femmes; s'engager aussi à intégrer dans leur analyse les liens entre capitalisme, sexisme et racisme; s'engager à réclamer le respect des droits des femmes; s'engager à remettre en question la « culture de la violence » et ce, tout autant dans leurs pratiques individuelles que collectives. Ce n'est qu'à ce prix que nous pourrions prétendre ébranler les fondements du patriarcat et de la mondialisation libérale.

Marche mondiale des femmes www.marchemondialedesfemmes.org

Une critique de l'hétérosexualité (extrait)

Jump to: navigation, search

Les caractéristiques du pouvoir masculin sont les suivantes :

le pouvoir des hommes consiste à

1.interdire aux femmes toute [notre propre] sexualité [par la clitoridectomie et l'infibulation ; les ceintures de chasteté ; la punition, y compris par la mort, de l'adultère féminin ; la punition, y compris par la mort, de la sexualité lesbienne ; la négation psychanalytique du clitoris ; les sanctions contre la masturbation ; la négation de la sensualité maternelle et post ménopausale ; les hystérectomies inutiles ; les clichés pseudo-lesbiens dans les media et la littérature ; la fermeture et la destruction des archives et des documents relatifs à l'existence lesbienne]

2.ou à leur en imposer une [la leur] [par le viol (y compris conjugal) et l'habitude de battre les femmes ; l'inceste père-fille, frère-sœur ; le conditionnement des femmes à admettre que la « pulsion » sexuelle masculine constitue un droit ; l'idéalisation de l'amour hétérosexuel dans l'art, la littérature, les media, la publicité, etc. ; les mariages d'enfants ; le mariage arrangé ; la prostitution ; le harem ; les doctrines psychanalytiques de la frigidité et de l'orgasme vaginal ; les représentations pornographiques montrant les femmes réagir avec plaisir à la violence et à l'humiliation sexuelles (l'un des messages souterrains étant que l'hétérosexualité sadique est plus « normale » que la sensualité entre femmes)]

3.diriger ou exploiter leur travail pour en contrôler le produit par les institutions du mariage et de la maternité comme production non payée ; la ségrégation des femmes dans le marché du travail ; en faisant miroiter aux yeux des femmes l'ascension sociale des femmes-alibi ; le contrôle masculin de l'avortement, de la contraception et de la naissance ; la stérilisation forcée ; le proxénétisme ; l'infanticide des filles, qui tout en privant les femmes de leurs filles contribue à la dévalorisation générale des femmes]

4.s'approprier ou leur retirer leurs enfants [par le droit paternel et le « kidnapping légal » 14; la stérilisation forcée ; l'infanticide systématique ; le refus par les tribunaux de laisser la garde des enfants aux mères lesbiennes ; l'incurie des obstétriciens mâles ; l'utilisation des mères comme « tortionnaires-alibi »]

5.les enfermer physiquement et entraver leur liberté de mouvement [par le viol comme forme de terrorisme interdisant la rue aux femmes ; le purdah le bandage des pieds ; l'atrophie des capacités musculaires des femmes ; la haute couture, les codes de vêtements « féminins » ; le voile ; le harcèlement sexuel dans la rue ; la ségrégation des femmes sur le marché de l'emploi ; l'injonction de la maternité « à plein temps » ; la dépendance économique forcée des femmes mariées]

6.les utiliser comme objets d'échange [utilisation des femmes comme « cadeaux » ; l'achat des épouses ; le proxénétisme ; les mariages arrangés ; l'utilisation des femmes comme entraîneuses pour faciliter les transactions, masculines : l'épouse-hôtesse, la serveuse de cocktails tenue de s'habiller de façon excitante pour les hommes, les call-girls, les « bunnies », les geisha, les prostituées kisaeng, les secrétaires]

7.étouffer leur créativité [par les chasses aux sorcières, dirigées contre les sages-femmes et les guérisseuses, véritables pogroms des femmes indépendantes et non- assimilées; la définition des activités masculines comme ayant une valeur supérieure à celles des femmes dans toutes les sociétés, de telle façon que les valeurs culturelles deviennent l'incarnation de la subjectivité masculine ; la

limitation de l'épanouissement féminin au mariage et à la maternité ; l'exploitation sexuelle des femmes par les artistes et enseignants mâles ; les obstacles sociaux et économiques aux aspirations créatrices des femmes

8. mettre hors de leur portée de vastes domaines de connaissances et de réalisations culturelles [par la non-éducation des femmes (60 % des analphabètes dans le monde sont des femmes) ; le « Grand Silence » en ce qui concerne les femmes et en particulier l'existence lesbienne dans l'histoire et la culture; les stéréotypes de sexe qui détournent les femmes des sciences, de la technologie et autres activités « masculines » ; la solidarité masculine sociale/- professionnelle qui exclut les femmes ; la discrimination contre les femmes dans les professions libérales] Voilà donc quelques-uns des moyens par lesquels le pouvoir masculin se manifeste et se maintient.

Adrienne Rich

Marxisme et libération lesbienne/gay

Depuis la fin des années '60, les mouvements de libération gays/lesbiennes se sont considérablement renforcés numériquement et se sont étendus à tous les continents. Ils ont réussi à marquer des points importants dans certains pays alors que la plupart des autres mouvements sociaux restaient sur la défensive. Depuis les années '80, il est apparu des mouvements lesbiens/gays dans de nombreux pays d'Asie, d'Afrique et d'Europe de l'Est où ils n'existaient pas dans le passé ; ont repris des forces dans des pays américains clés (Mexique, Brésil, Argentine) où ils avaient reculé ; et ont à plusieurs reprises mobilisé des centaines de milliers de personnes en Europe occidentale et en Amérique du Nord.

Les leçons essentielles que nous avons apprises au-travers de notre participation à ces mouvements, et qui sont exprimées dans ce texte, sont :

1. L'oppression dont sont victimes les lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT) est une réalité dans tous les pays du monde. L'association SIDA-homosexualité a conduit à la condamnation globale du sexe entre hommes et aux actes sexuels en-dehors de la famille hétérosexuelle monogamique. La sexualité en général est une question politique.
2. Le lien entre l'oppression des LGBT et celle des femmes est essentielle dans notre conception, et les luttes de libération sont par conséquent étroitement liées.
3. Nous défendons la nécessité de mouvements autonomes des LGBT - comprenant que l'oppression ne peut être combattue sans auto-organisation.
4. Nous luttons pour que soit compris le lien entre la lutte des LGBT et le mouvement ouvrier, en évitant de subordonner le combat lesbien/gay à tout autre mouvement.
5. Nous luttons pour une approche internationaliste de cette question.
6. Dans tous les pays du monde, les LGBT sont opprimés, même si c'est de différentes manières. Le mouvement a besoin de s'organiser à l'échelle internationale et en solidarité avec les plus opprimés.
7. Pour mettre en œuvre ces objectifs, nous devons d'abord mettre de l'ordre dans notre maison - la gauche révolutionnaire. Cela nécessite de transformer nos organisations sous de multiples aspects. Les activistes de gauche lesbiens/gays ont mené de longues et dures luttes pour obtenir compréhension et soutien au sein du mouvement ouvrier. Ils ont été confrontés à l'opposition et aux préjugés de l'ensemble des courants de la gauche jusqu'aux années '70 et au-delà. Les partis sociaux-démocrates et les mouvements ouvriers n'ont en général pas répondu positivement aux questions de libération sexuelle. Mais les efforts des activistes lesbiens/gay pour se lier au mouvement ouvrier ont parfois été couronnés de succès, pratiquement dès la naissance du mouvement lesbien/gay à la fin du 19e siècle. Dans les premières décennies du 20e siècle, les revendications du Comité scientifique et humanitaire allemand (fondé en 1897), ainsi que d'autres organisations européennes pour les 'réformes sexuelles' ont souvent été appuyées par les partis communistes et sociaux-démocrates, rarement par les partis bourgeois, ainsi que par un seul des gouvernements alors au pouvoir : le gouvernement bolchevique d'Union Soviétique. Même sous les Bolcheviks, le soutien à la libération sexuelle n'allait pas de soi, comme on peut le voir à la lecture des écrits de Kollontai.

La victoire du stalinisme en Union Soviétique se traduit par la liquidation de nombreux acquis pour les femmes et l'émancipation sexuelle, et généralisa les préjugés anti-homosexuels dans pratiquement l'ensemble des partis staliniens et mao-staliniens, des années '30 aux années '80. Mais l'affirmation du mouvement lesbien/gay de libération vers la fin des années '60- début '70 en Europe occidentale, et en Amérique du nord et du sud, coïncida avec une nouvelle avancée de la gauche radicale et révolutionnaire. Le féminisme et particulièrement le féminisme socialiste furent cruciaux pour les progrès de la libération lesbienne/gay, dans le contexte d'une remise en cause globale de la société. Ce texte entend

- (1) définir les bases du soutien des marxistes-révolutionnaires à la libération lesbienne/gay ;
- (2) développer les positions de la 4e Internationale sur quelques questions centrales ;
- (3) définir notre tactique dans la construction du mouvement lesbien/gay ;
- (4) suggérer comment la libération lesbienne/gay peut et devrait se refléter dans le profil politique de nos organisations et leur vie interne.

Première partie : Les bases de l'oppression

1. Bien que les niveaux de persécution ou de tolérance soient très variés, on ne trouve nulle part aujourd'hui dans les sociétés capitalistes l'égalité complète ou la liberté pour les lesbiennes, les hommes gays, les personnes bisexuelles ou transgenres (dont les identités de genre diffèrent de leur sexe biologique, et qui comprennent les travestis, les transsexuels, et bien d'autres dont les identités ont leurs racines dans les cultures indigènes). L'hétérosexisme, l'oppression à laquelle ils sont soumis, s'exprime - comme le sexisme - ' dans toutes les sphères, qu'il s'agisse de la politique, de l'emploi, de l'éducation, et jusqu'aux aspects les plus intimes de la vie quotidienne ', selon les termes de la résolution sur la libération des femmes adoptée par la 4e Internationale en 1979.

2. L'hétérosexisme est enraciné dans l'institution de la famille hétérosexuelle, patriarcale, caractéristique du capitalisme. La famille est ' l'institution socio-économique fondamentale pour la reproduction, d'une génération à l'autre, des divisions de la société en classes ', pour reprendre encore les termes de la résolution de 1979 sur la libération des femmes. Sous la forme qu'elle a pris sous le capitalisme, la famille ' fournit le mécanisme le moins cher et le plus idéologiquement acceptable de reproduction de la force de travail humain ', par le recours au travail gratuit, le plus souvent féminin, pour s'occuper des enfants et des vieux, ainsi que des adultes en âge de travailler, et ' elle reproduit en son sein les rapports hiérarchiques et autoritaires nécessaires au maintien de la société de classes dans son ensemble '. Ce type de famille est particulièrement aliénante pour les femmes et les enfants. Au centre de ces rapports, que la famille reproduit plus ou moins fidèlement dans la société capitaliste de génération et génération, se trouve l'amour hétérosexuel, réputé en dernière instance être le fondement du mariage et de la création de nouvelles familles, ainsi que l'amour des parents, qui doit lier les adultes à leurs enfants biologiques dans une relation qui combine affection, responsabilité et autorité. Aussi longtemps que la société est organisée sous un mode qui postule que les besoins fondamentaux seront rencontrés dans la famille, tous ceux qui en sont exclus ou choisissent de ne pas y vivre auront des difficultés à pourvoir à leurs besoins. Cette forme de famille sous le capitalisme présuppose et reproduit une norme hétérosexuelle, qui est oppressive pour tout qui s'en écarte. Pour autant que l'amour hétérosexuel est la base de la formation d'une famille, les personnes dont la vie émotionnelle et sexuelle repose largement sur l'amour pour le même sexe sont marginalisés de la vie de famille. Aussi longtemps que la famille sera un lieu central pour l'éducation des enfants, les enfants lesbiens/gays/bisexuels/transgenres (LGBT) grandiront dans l'aliénation (encore plus que les enfants et les jeunes en général), les adultes non-mariés seront exclus de la possibilité d'élever des enfants, et les enfants seront souvent privés de la présence d'adultes et d'autres enfants auxquels ils ne sont pas biologiquement liés. Aussi longtemps que seuls le désir et l'amour hétérosexuels imprègneront cette culture capitaliste de consommation, les personnes LGBT se vivront comme invisibles. Les lois répressives et la discrimination sociale largement répandue intensifient cette oppression dans la plus grande partie du monde, mais le rejet des lois répressives et le combat contre la discrimination sociale ne pourront à eux seuls mettre fin à cette oppression.

3. Pour des millions de personnes aujourd'hui, dans le monde entier, en particulier mais pas seulement - et de loin - dans les pays dépendants, l'érotique du même sexe ne peut se vivre qu'épisodiquement, aux marges des vies de famille hétérosexuelles, en se cachant le plus souvent des parents s'ils vivent encore avec eux, ou de leurs conjoints de l'autre sexe. Des millions de femmes se marient pour survivre, étant donné le choix très limité de possibilités sociales et économiques qui leur sont ouvertes ; ces pressions

pèsent également sur les hommes, dans une moindre mesure. Pour des milliers d'hommes et de femmes, l'échec à se conformer à la norme hétérosexuelle va de pair avec l'échec flagrant à se conformer aux normes de masculinité et de féminité, ce qui rend difficile ou impossible d'assumer les rôles hétérosexuels. Des milliers de personnes transgenres incapables ou se refusant à s'adapter aux familles socialement reconnues, incapables ou se refusant à vivre comme 'de vrais hommes' ou 'de vraies femmes', sont bannies jusqu'aux bornes extrêmes du marché du travail et de la société, réduites pour survivre au travail sexuel ou d'autres besognes de parias, confrontées au mépris général et à des assauts violents. Beaucoup de personnes LGBT de par le monde subissent la répression comme une réalité quotidienne : prison, viol, torture et meurtre.

4. Dans les pays dépendants, l'hétérosexisme revêt des formes spécifiques et parfois particulièrement virulentes. Les conquérants européens, depuis le seizième jusqu'au vingtième siècle, ont souvent utilisé l'extirpation de la 'sodomie' comme justification idéologique à la conquête et à la domination sur d'autres peuples. De nombreux pays qui sont aujourd'hui formellement ou politiquement indépendants ont conservé les lois contre l'homosexualité qui avaient été imposées par les autorités coloniales antérieures. Le maintien des lois, pratiques et coutumes répressives est souvent argumenté sur la base de la religion - dans les pays dépendants comme dans les pays impérialistes - y compris le Christianisme, l'Islam et l'Hindouisme, et préservé par le recours à la juridiction religieuse ou communautaire légalement instituée sur la famille et la vie personnelle, dans les pays où la séparation de la religion et de l'état n'a pas été acquise. La droite religieuse et les fondamentalistes argumentent couramment que le code 'moral' qu'ils défendent est profondément ancré dans la structure traditionnelle de la société où ils sont organisés. En réalité, le plus souvent, beaucoup de leurs pratiques les plus réactionnaires, particulièrement celles dirigées contre les femmes et contre les 'déviations' sexuelles, n'ont pas de telles racines mais sont essentiellement modernes comme elles sont essentiellement réactionnaires.

Un second mythe idéologique fondamental est que, dans ces sociétés, l'homosexualité serait une survivance négative de plus de l'impérialisme. Tout en défendant une compréhension matérialiste de l'essor d'identités lesbiennes et gays à échelle de masse telles qu'elles se présentent aujourd'hui, en tant que produit de l'industrialisation et de l'urbanisation, nous développons également la connaissance de l'histoire des relations de même sexe, dans ses multiples variantes, au sein des cultures traditionnelles.

L'absence ou les lacunes d'Etat-providence et les bas niveaux de salaires dans les pays dépendants renforcent la dépendance vis-à-vis des familles traditionnelles. Spécialement dans les zones rurales, le manque d'organisations sociales ou politiques non-traditionnelles et d'alternatives culturelles rend la non-conformité difficile. Dans une telle situation, la 4e Internationale considère que l'organisation des LGBT constitue un élément important d'un projet global de libération nationale, lequel implique nécessairement l'affrontement contre les structures de pouvoir nationales et religieuses, tout autant que contre l'impérialisme.

La participation ouverte des structures LGBT dans les soulèvements démocratiques de masse dans plusieurs pays d'Amérique latine, d'Afrique australe et d'Asie du sud-est ont démontré que libération lesbienne/gay et libération nationale peuvent aller de pair.

5. Il aura fallu des hausses de salaires substantielles et le développement de l'état-providence au cours du 20e siècle pour que les travailleurs puissent enfin, à échelle de masse, accéder à l'autonomie vis-à-vis des familles où ils étaient nés, sans se marier et en fonder de nouvelles ; qu'ils puissent développer des relations signifiantes, à long terme, avec des personnes du même sexe ; et qu'ils puissent rejoindre des communautés lesbiennes et gays ouvertes et viables, et s'identifier à elles. En même temps, le mariage hétérosexuel en est venu à se fonder de plus en plus sur l'attraction sexuelle et l'amour romantique, même s'il subsiste de fortes pressions matérielles au mariage, et que les mariages arrangés par les familles sont encore la norme dans de nombreux pays. Particulièrement dans les pays impérialistes, et particulièrement chez les hommes, les vies gays sont dans une certaine mesure vécues

dans les lieux marchands, qui constituent la réponse capitaliste aux besoins des personnes LGBT d'endroits de rencontre et d'échange. Là où les lieux marchands ont crû, mais où l'espace de vie libérée par les LGBT dans la société globale est resté limité, le résultat est contradictoire. Cela constitue un progrès pour les LGBT de pouvoir être ouverts sur leur sexualité dans ce cadre-là - mais il n'est pas acceptable que cela reste difficile dans la société globale. L'existence de ces lieux marchands ont souvent donné l'impulsion première pour le développement du mouvement lesbien/gay.

Il y a autre chose : les lieux marchands ne permettent qu'un échange très limité entre personnes, même s'ils se sont diversifiés en se multipliant. Ils restent en général dominés sous hégémonie masculine, et véhiculent des représentations d'attraction sexuelle qui sont racistes et âgistes (excluant sur base de la race et de l'âge) - en résumé, elles réduisent le sexe à une marchandise, et ne fournissent pas l'environnement qui permettrait aux gens de se rencontrer facilement comme êtres humains complets. Les réseaux informels, les clubs, les centres communautaires et les groupes d'action qui sont le fruit de l'auto-organisation des LGBT constituent une réponse partielle à l'aliénation des lieux marchands, mais ils sont souvent dépourvus de la visibilité, du clinquant et des moyens dont disposent les lieux marchands.

Les communautés lesbiennes/gays, qui comprennent toutes les femmes et tous les hommes de toutes les classes qui s'identifient comme lesbiennes ou comme gays, ainsi que les identités et subcultures qui s'y sont affirmées, ont constitué la base sur laquelle les mouvements lesbiens/gays se sont construits. On a souvent attaqué la sous-culture lesbienne/gay comme fortement aliénée, mais, lorsque cette critique provient des médias ou de la droite, elle passe sous silence le fait que sous le capitalisme, c'est l'ensemble de la sexualité qui est de plus en plus réifiée, réduite à une marchandise. Les mouvements lesbiens/gays avaient essentiellement comme objectif de combattre des lois ou des pratiques spécifiques de répression contre la sexualité de même sexe ou les personnes LGBT ; de promouvoir des lois qui mettraient fin aux diverses formes de discrimination sociale ; et des lois qui reconnaîtraient aux relations de même sexe l'égalité de reconnaissance et de traitement dans le cadre des lois et pratiques en vigueur.

6. Depuis les années '70, le rapport des jeunes à leur sexualité s'est transformé dans de nombreux pays, de façon contradictoire. Le tabou sur la sexualité des jeunes est devenu moins absolu ; les corps des jeunes et leur sexualité sont devenus plus visibles dans les médias, et, de plus en plus souvent, la publicité commerciale en use et abuse pour vendre ses produits.

Les reculs causés par le SIDA et le surgissement d'un nouveau moralisme n'ont pas mis fin à cette tendance. Mais la sexualité des jeunes est encore réprimée, particulièrement celle des jeunes femmes et des jeunes LGBT. Les enfants et les adolescents, à l'école et à la maison, sont encore soumis à des pressions pour qu'ils se conforment aux rôles génériques approuvés ; les préjugés, la honte de leur corps, et la peur des transgressions forment l'essentiel de la leçon enseignée. Et, autant ou plus que jamais, les jeunes ne disposent pas des conditions matérielles pour vivre librement leur sexualité. La dépendance économique des jeunes par rapport à leurs familles s'est accrue avec les attaques contre les programmes sociaux. Les lieux de rencontre lesbiens/gays sont souvent exclusivement commerciaux, et excluent donc les nombreux jeunes qui ne disposent que de peu d'argent. Il y a également encore des barrières à l'information des jeunes sur la sexualité, ainsi qu'à l'accès et l'information des jeunes aux contraceptifs. Le nonaccès aux préservatifs et à l'information sur la sexualité est une question importante en ce qui concerne la transmission du SIDA et d'autres MST. S'il est vrai que les représentations de l'homosexualité deviennent plus courantes dans de nombreux pays, elles sont souvent déformées ou stéréotypées. Alors que les jeunes sont souvent plus larges d'esprit et moins homophobes que les générations précédentes, le 'coming out' (sortir du placard pour les LGBT) reste un processus douloureux pour beaucoup de jeunes, y compris dans des cultures ostensiblement tolérantes, comme le montre les taux très élevés de suicide chez les jeunes lesbiennes et gays.

7. La résolution sur la libération des femmes notait, voici plus de 20 ans : 'aujourd'hui, confrontée à des problèmes économiques croissants, la classe dirigeante sabre dans les dépenses sociales et tente de

remettre le fardeau aux familles individuelles '. Les décennies ultérieures n'ont fait qu'aggraver la situation. Conjugués à des salaires bloqués ou en diminution et un chômage croissant, ces coupes sombres menacent les préconditions de base, en termes de logement, de soins de santé, de soins aux enfants et autres formes de soutien collectif, qui permettraient aux LGBT de vivre de façon décente en dehors des familles hétérosexuelles et de conforter leurs communautés. Les effets ont été particulièrement dévastateurs pour les nouvelles communautés émergentes dans les pays dépendants, notamment depuis 1982 en Amérique latine et depuis 1997 dans l'Asie de l'est et du sud-est, et contribuent à renforcer l'idéologie familiariste. Là où existent des mouvements lesbiens/gays, ils devraient participer ouvertement aux luttes contre l'austérité capitaliste ; ces luttes devraient en tout cas reprendre les revendications des personnes LGBT pour des services spécifiques.

Deuxième partie : Nos prises de position

8. Dans la foulée de la radicalisation de la fin des années '60, les activistes ont appelé à dépasser les luttes pour les droits lesbiens/gays pour exiger la libération gay/lesbienne totale, ce qui impliquait le dépérissement de la famille capitaliste en tant qu'institution. Même si cette aspiration a perdu de sa centralité dans le mouvement, la 4e Internationale considère que l'égalité et la liberté, tant pour les femmes que pour les personnes LGBT, passeront par la socialisation des fonctions de la famille, ce qui ne pourra s'accomplir que par le renversement du capitalisme. Dans notre soutien aux luttes pour les droits des lesbiennes/gays, nous tentons de construire des ponts entre les revendications immédiates et l'objectif final de la libération lesbienne/gay, que nous considérons comme lié à l'objectif final de la révolution socialiste. Lorsque nous approfondirons notre conception de la société socialiste pour laquelle nous luttons, nous nous efforcerons d'y inscrire la conception de la libération lesbienne/gay. Dans notre combat contre les conceptions étroites et aliénantes de masculinité, féminité et sexualité, nous tendons à une société où le genre ne sera plus une catégorie centrale dans l'organisation de la vie sociale, et où les concepts d' 'hétérosexualité ' et d' 'homosexualité ', dans la mesure où ils subsistent, ne charrieront plus aucune conséquence légale ou économique. Nous tendons à une socialisation multiforme des diverses fonctions assumées aujourd'hui par la famille : responsabilité collective et communautaire pour la prise en charge des enfants et des infirmes ; une économie qui ne contraigne pas les gens à s'exiler de leurs communautés locales ; diverses formes de foyers et de coopération avec les collectivités locales ; et diverses formes d'amitiés, de solidarité et de relations sexuelles.

9. Dans la plupart des cultures, la sexualité et l'activité sexuelle sont encore des aspects de notre comportement d'êtres humains qui sont considérés comme dangereux ou comme du ressort de la société et non de l'individu. Mais les progrès révolutionnaires dans la technologie de la reproduction au cours des années '50 et '60 ont grandement contribué à l'émergence de l'aspiration à la libération sexuelle, et contribué à différencier sexualité et reproduction. Une culture jeune fit son apparition dans les années '50 et '60 au sein des pays impérialistes, qui entreprit entre autres de remettre en cause la classification traditionnelle du genre. Ces nouveaux défis à la culture traditionnelle incluaient de nouvelles approches de la sexualité.

Les luttes pour le droit à l'avortement et au contrôle des naissances, de même que la lutte pour les droits lesbiens/gays, se heurtaient de front à la conception traditionnelle qui confondait sexe acceptable avec reproduction, mariage et famille. Les conceptions nouvelles sur le sexe et la sexualité tendaient à valoriser le plaisir sexuel en général, mais celui des femmes en particulier. Lorsque le mouvement des femmes mit en avant des revendications sur la santé et l'éducation sexuelle des femmes, leur conception était que les femmes, en tant qu'êtres sexuels, ont le droit au plaisir sexuel et au contrôle de leurs relations sexuelles, un droit que les hommes s'étaient historiquement appropriés. Un des messages centraux portés par cette lutte pour l'autonomie sexuelle des femmes était qu'il n'existait pas de ' bon ' chemin pour le plaisir sexuel, mais qu'il y avait en réalité toute une gamme de possibilités. La libération lesbienne/gay est un élément de cette libération humaine plus large pour laquelle nous

nous battons. Nous cherchons à libérer la sexualité humaine de ce que dans notre résolution de 1979, nous appelions 'le carcan de l'impératif économique, de la dépendance personnelle et de la répression sexuelle' où elle est aujourd'hui trop souvent confinée.

L'activité sexuelle librement consentie et apport du plaisir à tous ceux et celles qui y prennent part est justifiée en soi. Nous travaillons pour une société où nos corps, nos désirs et nos émotions ne seront plus des choses qu'on peut acheter et vendre, une société où l'éventail des choix pour l'ensemble des êtres humains - femmes, hommes, êtres sexuels, personnes jeunes ou vieilles - est fortement étendu, et où les gens peuvent développer de nouvelles façons de faire l'amour, de vivre, de travailler et d'élever des enfants ensemble. Il est impossible pour nous, qui avons été construits par la société aliénée dans laquelle nous vivons, d'envisager comment la sexualité évoluera dans ce contexte, et il est donc important de s'abstenir d'émettre des prédictions fondées sur nos propres aspirations personnelles.

10. Les premières batailles que les gays et lesbiennes ont menées, et qu'ils mènent encore, celles qui ont souvent fourni l'élan pour la formation de mouvements lesbiens/gays politiquement actifs, sont les actions contre la criminalisation de l'homosexualité. En 1969, la rébellion de Stonewall à New York reste un point de référence pour l'ensemble du mouvement lesbien/gay occidental ; cela consista en la résistance physique face aux raids de la police sur les bars que lesbiennes, gays, personnes bisexuelles ou transgenre fréquentaient pour se rencontrer. Il existe encore aujourd'hui beaucoup de pays où l'homosexualité est interdite par la loi. Au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie, les états qui n'interdisent pas l'homosexualité sont plutôt l'exception que la règle. Plusieurs états des USA interdisent les rapports anaux ou oraux, qu'ils soient hétéro- ou homo-sexuels ; d'autres états US ne les interdisent qu'entre personnes du même sexe. Dans bien d'autres pays, y compris de nombreux pays latino-américains et européens, l'homosexualité n'est pas explicitement interdite, mais on a recours à des notions telles que 'le scandale public' pour emprisonner les gens, ou il existe des lois contre 'la promotion de l'homosexualité' ou 'le racolage homosexuel'. La qualification légale la plus floue utilisée pour criminaliser les LGBT est celle d' 'indécence' : l'expérience prouve que les juges sont beaucoup plus prompts à sévir contre l' 'indécence' lorsqu'elle implique des personnes du même sexe que de sexe opposé. Nous soutenons la revendication de rejet de telles lois anti-gays, ainsi que les pratiques et démarches discriminatoires qui vont de pair avec elles.

Même lorsque la première bataille pour la légalisation de l'homosexualité a été victorieuse, il reste d'autres lois criminelles discriminatoires à combattre. Par exemple, de nombreux pays ont édicté des lois particulières pour 'protéger' les mineurs de l'homosexualité. Se fondant sur le dogme selon lequel les jeunes peuvent être 'influencés' ou 'séduits' par des homosexuels, ces lois instituent un âge de consentement légal plus élevé pour les rapports homosexuels que pour les rapports hétérosexuels. Aujourd'hui, dans l'union européenne, l'Autriche, l'Angleterre et l'Irlande conservent un âge de consentement légal plus élevé pour les rapports homosexuels. Nous soutenons la revendication du mouvement lesbien/gay que l'âge de consentement pour les rapports homosexuels soit réduit à l'âge de consentement légal pour les rapports hétérosexuels, partout où cette discrimination légale est maintenue.

11. A côté du combat contre les lois de criminalisation, de nombreux mouvements lesbiens/gays dans divers pays luttent en faveur de lois qui interdisent explicitement toute discrimination sur base de l'orientation sexuelle. L'Afrique du Sud occupe un rang particulier dans l'ensemble des pays : depuis l'adoption de sa nouvelle constitution, c'est un des rares pays au monde (aux côtés de l'Equateur et des Fidji) à avoir inscrit dans leur constitution la protection contre la discrimination sur base de l'orientation sexuelle. Nous soutenons le combat pour l'interdiction légale et constitutionnelle de la discrimination anti-gay.

L'importance politique de ce combat ne doit pas être sous-estimée. La bataille pour obtenir une protection légale contre la discrimination nous ouvre le chemin pour remettre en cause le statut inférieur et marginal des LGBT. Elle engage le débat pour l'égalité de la façon la plus vigoureuse, parce que pour s'opposer à l'égalité, il est indispensable de tenter de rationaliser la discrimination.

Cette bataille centre par ailleurs les campagnes autour du processus politique.

Tout en soutenant et poussant à de telles campagnes, les socialistes comprennent en même temps qu'obtenir une protection légale ne mettra pas fin en soi à la discrimination et aux préjugés. La campagne offre la possibilité d'expliquer les fondements sociaux de l'oppression, et la nécessité de transformer la société, et non seulement les lois, pour permettre un tel changement. Il existe cependant un lien entre changer la loi et remettre en cause les attitudes sociales. Il est important de prendre conscience de l'impact qu'aurait une victoire sur la protection légale et l'accroissement conséquent de la confiance en eux des LGBT, accompagnée d'une ouverture plus grande aux questions sexuelles, sur les lieux de travail par exemple. Cela aura avec le temps un impact significatif pour diminuer les préjugés des gens et modifier la perception des autres questions liées à la discrimination des LGBT. Il semble également qu'il existe un lien étroit entre l'existence de mouvements féministes puissants, les droits conquis par les femmes, et les droits égaux pour les LGBT.

Lorsque la modification légale est acquise, il reste encore à faire campagne pour son application effective. Cela peut se faire en surveillant l'efficacité de la loi, et centrant les campagnes sur les zones de résistance qui seront identifiées.

12. L'un des secteurs clé où il y a eu des progrès dans le sens des droits lesbiens/gays, et un terrain vital pour les révolutionnaires, a été la lutte pour faire reconnaître que l'égalité des lesbiennes/gays est un objectif du mouvement ouvrier, en particulier les syndicats. Les campagnes des mouvements lesbiens/gays ont eu leur écho dans les syndicats. A diverses reprises, sous diverses formes, les travailleurs lesbiens/gays se sont organisés pour mettre leurs syndicats en demeure de prendre en charge leurs revendications spécifiques, et ils ont maintenant conquis un espace dans les ordres du jour des syndicats les plus progressistes. Deux groupes de revendications liés ont été les plus importantes : obtenir la reconnaissance syndicale des droits des lesbiennes/gays sur les lieux de travail ; et obtenir la reconnaissance syndicale du droit des travailleurs lesbiens/gays à s'auto-organiser dans des structures propres au sein du syndicat. Il aura souvent été nécessaire de remporter d'abord une victoire sur le second point avant de pouvoir vraiment progresser sur le premier.

Des alliances ont souvent été conclues avec ces autres travailleurs dont les besoins ont été traditionnellement ignorés par les directions réformistes : les femmes, les moins-valides, et les communautés minoritaires.

Cette lutte est d'une particulière importance pour les révolutionnaires, parce qu'elle remet en cause la séparation entre 'questions économiques et questions politiques', et 'aide la classe ouvrière à penser avec une conception sociale globale' (résolution de 1979). La revendication du droit à l'auto-organisation a souvent été combattue aussi bien par la droite que par la gauche réformiste, avec comme argumentation que cela diviserait le mouvement. Nous devrions répondre que c'est le contraire, c'est l'exclusion et la marginalisation des travailleurs lesbiens/gays qui est facteur de division, et que la reconnaissance de l'auto-organisation est une étape essentielle vers l'intégration de tous les secteurs d'affiliés.

Les revendications spécifiques pour les droits sur les lieux de travail varient de pays à pays, la condition légale de l'homosexualité, et les conditions particulières à chacun des secteurs. Parmi les revendications principales, figureront sans doute :

- la protection contre le licenciement abusif, le recrutement discriminatoire, le refus de promotions, etc... ;

- la protection contre le harcèlement par la direction ou les collègues de travail pour raisons sexuelles ;
- l'accès aux avantages prévus pour les travailleurs hétérosexuels, comme le congé de partenariat et les avantages alloués aux partenaires du travailleur, tels que les tickets gratuits dans l'industrie du transport ;

- l'accès égal aux avantages tels que la pension et les plans d'assurance ;

- la reconnaissance du fait que les lesbiennes et les gays peuvent eux aussi avoir des responsabilités

parentales.

Il sera également nécessaire de lier de telles revendications à l'exigence que les syndicats donnent leur soutien actif à la lutte pour les droits égaux des lesbiennes/gays dans la société dans son ensemble. Cela implique par exemple que le syndicat mobilise pour le soutien aux campagnes pour les droits lesbiens/gays, et soutiennent les activités de la communauté lesbienne/gay telles que les Gay Prides.

Un élément essentiel du combat est de progresser de l'acceptation d'une structure auto-organisée jusqu'à l'intégration de ces revendications aux projets du syndicat dans son ensemble. Cela nécessitera un travail permanent et de longue haleine pour modifier les cultures dominantes de beaucoup de syndicats, et ne pourra en général aboutir qu'en se ralliant de fermes alliés parmi les autres groupes de travailleurs.

Il nous faut également rester vigilants sur la possibilité que de telles revendications, qui ne sont pas révolutionnaires en soi, peuvent toujours aboutir dans un cadre réformiste. Les dirigeants syndicaux les plus habiles se sont souvent débrouillés pour accepter l'intégration, mais dans les faits il s'agissait de cooptation ou de neutralisation, ou encore de mise sous tutelle bureaucratique. Le remède à ce danger est de lutter sans concessions pour que le syndicat assume un rôle actif de mobilisation sur les questions des droits lesbiens/gays, ce qui les gardera engagés dans l'action de masse, ainsi que de continuer à encourager les travailleurs lesbiens/gays à mobiliser sur leurs revendications propres, sans laisser aux bureaucraties 'compréhensives' la possibilité de les récupérer ; il s'agira d'utiliser chaque progrès comme un point de départ pour le progrès suivant.

13. Contrairement au chœur assourdissant des voix qui réclament que l'on protège les jeunes des dangers du sexe, des représentations et des informations sexuelles, nous estimons que plus d'information et d'autonomie, et pas moins, constituent le meilleur moyen pour 'protéger' les jeunes. Elles sont indispensables à la libération sexuelle des jeunes, à leur maturation et à leur libre choix. Elles peuvent également aider les jeunes LGBT à trouver l'identité sexuelle et le mode de vie qui leur conviennent le mieux, et à résister aux pressions à se conformer aux styles de vie présents des lesbiennes/gays. Une éducation sexuelle à l'école qui intègre pleinement les choix de même sexe, et qui insiste sur le plaisir et la diversité ; le renforcement, et non la destruction, des programmes sociaux ; le libre accès à la contraception ; et les conditions qui permettent l'émancipation économique des jeunes - autant de revendications immédiates à présenter à l'état, aussi bien dans les pays impérialistes que dans les pays dépendants. Parallèlement à notre exigence d'égalité de l'âge du consentement pour les rapports sexuels homos et hétéros, nous nous opposons à toute répression de l'exploration sexuelle consentie entre jeunes du même âge approximatif.

14. Dans une bonne partie du monde développé, notamment aux USA, s'est développé vers la fin des années '70 une contre-offensive de droite contre les acquis du mouvement des femmes, ainsi que du mouvement lesbien/gay. Des organisations religieuses, extrêmement conservatrices, bien financées et très militantes ont mis en route des agendas politiques contre des questions sexuelles relatives aux femmes, à la communauté gay et lesbienne, et aux jeunes. Beaucoup de ces organisations de droite et beaucoup de leurs membres ont également choisi les LGBT comme cibles d'intimidation physique, et dans certains cas, de violence extrême, souvent déclenchée par une rhétorique de haine homophobe viscérale. L'ampleur de cette contre-offensive de droite contre les acquis des mouvements sociaux des années '60 - une contre-offensive qui s'est depuis également étendue au monde sous-développé- ne doit pas être sous-estimée.

A côté de leur forte condamnation du racisme et de la xénophobie, les mouvements antifascistes doivent également dénoncer avec conviction la violence anti-gay qui sévit dans la société - et s'organiser en conséquence. De même, les mouvements lesbiens/gays doivent chercher des alliés dans les autres secteurs de la société attaqués par l'extrême-droite, comme les immigrants, la jeunesse, les gens de couleur, les juifs, et la gauche politique, pour combattre plus efficacement l'ennemi commun, la droite religieuse et le fascisme. En défiant le pouvoir politique et les campagnes anti-gays des églises

catholiques et orthodoxes orientales, et des groupes évangéliques protestants, les mouvements lesbiens/gays devraient trouver des alliances pour lutter pour la séparation complète de la religion et de l'état.

Spécialement dans les pays où les LGBT sont durement réprimés, établir des liens avec les organisations globales pour les droits de l'Homme, et soulever en leur sein les thèmes LGBT peut être une bonne façon de démarrer l'organisation LGBT. Tenant compte du niveau de répression auquel les LGBT sont confrontés dans de nombreux pays, nous soutenons le droit d'asile pour les LGBT qui proviennent de pays où les LGBT sont persécutés, menacés ou simplement ne peuvent pas résider en raison de leur orientation sexuelle.

15. Depuis que le SIDA a été pour la première fois identifié chez des hommes gays en 1981, l'association SIDA-homosexualité a conduit à la condamnation globale du sexe entre hommes, et à une re-pathologisation de l'homosexualité. Mais en même temps, les réactions nécessaires face au SIDA ont ouvert dans de nombreux pays un nouvel espace social et politique, qui s'est notamment traduit par la remise en cause du pouvoir médical, la mise en question des responsabilités des pouvoirs publics, et l'exigence de la maîtrise par les malades eux-mêmes des questions de santé publique. Cela a aussi permis des ressources accrues pour le développement des organisations gays, ainsi qu'un débat public plus ouvert sur la sexualité et les pratiques sexuelles.

Dans de nombreux pays, de nouvelles générations militantes, tant par l'âge que par leur parcours militant, ont pris la tête des organisations de soutien, de conseils et de services sur le SIDA, et les communautés gays ont été fortement impliquées dans les soins et les deuils. L'expérience acquise dans l'activisme gay a souvent rejailli dans les organisations-soeurs de personnes touchées par le SIDA, et les organisations gays et lesbiennes se sont souvent retrouvées en alliance avec les travailleurs du sexe et les utilisateurs de drogues par injection.

Le SIDA est aujourd'hui la quatrième cause majeure de décès dans le monde ; en Afrique, c'est même la cause principale. Dans les pays africains et asiatiques où l'épidémie de SIDA est la plus intense, ce sont les rapports hétérosexuels non protégés, et non les rapports non protégés entre hommes, qui sont responsables de la grande majorité des cas d'infection. Cependant, en Afrique du sud et de l'ouest, en Amérique latine et en Asie du sud, les communautés gays subissent de hauts niveaux d'infection, de maladie et de mortalité.

La lutte d'ensemble contre le SIDA requiert de lier plusieurs dynamiques de lutte :

- contre la honte sociale, la discrimination et l'isolement ;
- contre l'hétérosexisme et le sexisme ;
- contre le racisme et l'impérialisme ;
- pour les droits démocratiques et le droit des groupes opprimés à l'auto-organisation ;
- contre le contrôle de la religion sur la censure, l'éducation, les services sociaux et les services de santé ;
- pour la défaite de la soi-disant ' guerre à la drogue ' ;
- pour des soins de santé efficaces et gratuits ;
- et contre les superprofits des compagnies pharmaceutiques internationales.

En particulier, nous sommes solidaires de ceux qui combattent contre les compagnies pharmaceutiques qui interdisent l'accès aux médicaments dans le tiers-monde, et pour des prix plus modérés.

Dans les pays où il n'existe pas encore d'organisations lesbiennes-gays, développer un travail SIDA parmi les hommes qui ont des rapports sexuels avec d'autres hommes peut être un bon moyen pour démarrer.

16. Dans le monde entier, il y a une exigence croissante de reconnaissance légale des rapports de même sexe. La position de fond de la 4e Internationale sur ce point est : droits égaux - pour les femmes et les

hommes, pour les personnes mariées ou non, pour les LGBT et les hétérosexuels. En général, les gens acquièrent un certain nombre de droits par le mariage - mais quelques uns de ces droits vont seulement, ou essentiellement, aux hommes. C'est pourquoi nous sommes par exemple favorables au droit des femmes et des hommes individuels, indépendamment de leur sexualité ou de leur statut de couple, à pouvoir adopter des enfants, ou obtenir la garde d'enfants. Toutes les décisions sur la garde, les visites et l'adoption devraient être prise dans l'intérêt réel des enfants concernés, plutôt que sur le postulat qu'une famille nucléaire, même violente ou pénible, serait nécessairement dans leur intérêt. Nous refusons aussi l'idée selon laquelle les enfants devraient être traités comme propriété des adultes : les enfants devraient avoir effectivement voix au chapitre dans de telles décisions. Nous sommes aussi opposés aux règles de taxation qui favorisent les personnes mariées ou engagées dans une relation sexuelle à long terme.

Tout en combattant ces lois et règlements qui privilégient les personnes mariées, nous reconnaissons que la revendication pour les droits des partenaires et dans certains cas le droit au mariage mobilise de nombreux LGBT. Cela ne nous surprend pas, puisque d'une part les pratiques discriminatoires contre les personnes non mariées se perpétuent, et que nous savons d'autre part que l'idéologie possède sa dynamique propre. Dans le monde aliéné du capitalisme, le mariage ne s'accompagne pas seulement d'avantages matériels, mais il est de plus supposé permettre la sécurité émotionnelle (que cela soit ou non réalisé dans la pratique). Nous soutenons la revendication au mariage homosexuel, avec tous droits égaux. Nous revendiquons également plus de droits légaux pour les couples non-mariés - qu'ils soient homo- ou hétérosexuels. Les couples devraient pouvoir fonder et garantir la reconnaissance de droits et responsabilités mutuelles sous différentes formes, et non pas seulement sur le modèle du mariage. Chaque possibilité doit être également accessible aux couples homos et hétéros. Par exemple, lorsque la loi en vigueur reconnaît automatiquement le mari de la mère génitrice comme parent ou autorise le partenaire masculin de la mère génitrice à 'reconnaître' l'enfant comme sien, la partenaire de même sexe de la mère génitrice doit se voir reconnaître les mêmes droits. Nous nous battons également contre les délais d'enregistrement légal qui pénalisent les partenariats de même sexe, ainsi que contre le refus (ou de plus grandes difficultés pour obtenir) des permis de résidence pour les partenaires immigrés de couples de même sexe.

Il est également important de renforcer les droits individuels, que les gens vivent en couple ou seuls. En particulier, les droits individuels des femmes ne devraient pas dépendre de leurs relations avec les hommes. De véritables droits individuels requièrent un soutien social. Les politiques d'austérité néolibérales ont réduit le soutien social à une peau de chagrin, privatisant les charges qui devraient être du ressort de la responsabilité collective, et les imposant de nouveau à la famille. Les gouvernements préfèrent que ce soient les épouses et les maris, les parents et les enfants qui s'occupent des malades, des vieux, des enfants, des invalides ou des chômeurs, plutôt que de prendre ces questions en charge comme il le faudrait. Les mouvements lesbiens/gays devraient essayer d'éviter de piéger encore plus de gens dans ces formes humiliantes de dépendance. Ils devraient bien plutôt tenter de s'allier avec les groupes de femmes et les syndicats pour changer cette situation.

Les débats en cours sur le partenariat et le mariage homos constituent une occasion pour les révolutionnaires LGBT de collaborer avec les courants des mouvements lesbiens/gays qui tentent de faire renaître l'aspiration originelle du mouvement à une véritable libération. Nous pouvons travailler ensemble à miner la perception de l'hétérosexualité comme 'naturelle', à remettre en cause les rôles de genre, et contester que l'autorité sur les enfants et les droits d'héritage doivent être aussi étroitement liés aux liens biologiques de parenté. Nous travaillerons à ouvrir une porte qui laissera entrevoir des possibilités nouvelles ; de nouvelles formes de relations sociales et émotionnelles, par-delà de la dépendance et de l'aliénation, de nouveaux bouquets de uns, deux, plusieurs, qui pourront s'épanouir dans la diversité et la liberté.

17. Les personnes transgenre - celles dont les identités de genre diffèrent de leur sexe biologique, qui comprennent les travestis, les transsexuels, et bien d'autres dont les identités s'enracinent dans les

cultures indigènes - sont souvent, mais pas toujours, attirés par les gens du même sexe biologique. Ce sont souvent ces personnes qui sont les plus opprimées parmi les homos. Elles ont également une longue histoire de lutte contre leur oppression. Les ' hijras ' au Pakistan et les ' warias ' en Indonésie se sont organisés pour leurs droits dans les années '60, avant la fondation des mouvements de libération lesbiennes/gays en Europe et en Amérique du Nord. Les travestis de Puerto Rico (' locas ', les folles) furent parmi les premiers à riposter à la police lors de la révolte de Stonewall à New York en 1969. A mesure que les mouvements pour les droits des lesbiennes/gays gagnaient en respectabilité et renforçaient leurs conceptions réformistes, cependant, les personnes transgenre se voyaient ignorées, marginalisées, et gommées comme trouble-fêtes. Nous soutenons les tentatives des personnes transgenre de résister à leur marginalisation, de s'organiser de façon indépendante, et de conquérir toute la place qui leur revient au sein des mouvements lesbiennes/gays.

Les personnes transgenre ont des besoins et des revendications spécifiques importantes pour elles, que les mouvements lesbiennes/gays devraient soutenir. Ils sont souvent en train de gagner leur vie dans l'industrie sexuelle, être victimes de la discrimination quand ils cherchent d'autres types de travail, et d'être harcelés ou agressés par la police et les voyous. Nous défendons leurs droits au respect, à la sécurité et un accès égal au logement et à l'emploi. Ces personnes souffrent également du refus des autorités de reconnaître leur identité de genre, dans un grand nombre de situations. Tout en ayant conscience de la nécessité de répartir parfois les gens selon leur sexe (biologique), par exemple dans le cadre des actions positives, ou lorsqu'il s'agit de mettre en place des espaces réservés aux femmes, nous refusons la tendance à enregistrer les gens selon leur sexe, de façon routinière, en toutes circonstances et pour des raisons futiles. Nous refusons l'assujettissement forcé des personnes transgenre, comme des hommes et des femmes en général, à des catégories stéréotypés de la masculinité et de la féminité (manifesté, par exemple, dans la mutilation des bébés hermaphrodites, la traitement hormonale des jeunes avec des « problèmes de comportement non conformant avec leur genre » et des leçons de comportement de genre stéréotypé pour les transsexuels).

Les personnes qui désirent se faire opérer pour changer de sexe, qu'on appelle transsexuel(le)s, devraient obtenir le droit de contracter une assurance de santé pour le traitement, ainsi que la reconnaissance officielle de leur nouveau sexe sans devoir affronter des obstacles telles que l'exigence qu'ils mettent fin à leur mariage actuel.

18. Nous concevons les mouvements lesbiennes/gays comme des mouvements largement incluant, qui regroupent toutes celles et ceux qui désirent vivre librement leurs sexualités et leur amour de même sexe. Dans des pays et des cultures différents, ils peuvent réunir des personnes impliquées dans un large éventail de relations et de modes de vie, qui peuvent s'identifier de diverses façons. Nous sommes opposés à une quelconque conception de mouvements lesbiennes/gays qui entendrait interdire ou soumettre la participation au groupe à une règle d'homosexualité exclusive.

Dans de nombreux pays et de nombreuses cultures, les hommes en particulier ont souvent des contacts sexuels avec d'autres hommes tout en se conformant apparemment aux canons culturels de masculinité, accomplissant les rôles familiaux que les hommes doivent jouer, et ils ne s'identifient pas publiquement - ou même en privé- comme gays ou bisexuels. Dans certains pays, au sein des organisations sur le SIDA, de tels hommes sont simplement identifiés comme ' des hommes qui ont des contacts sexuels avec des hommes '. Un des points qui ont provoqué de nombreuses tensions dans cette situation, c'est le fait, pour des gens qui ne s'identifient pas comme LGBT mais ont des relations homosexuelles, de traiter leurs partenaires homosexuels avec mépris, en raison de leur internalisation de l'hétérosexisme. Un premier pas important vers la libération sexuelle dans cette situation est pour ces hommes - et femmes - de traiter avec solidarité et respect ceux de leurs partenaires qui s'identifient comme lesbienne, gay ou transgenre. Un autre pas positif serait de aider ou devenir membre d'un mouvement gay/lesbienne, quelle que soit leur définition de leur propre identité.

Dans certains pays et dans certaines situations particulières, les bisexuels ou d'autres minorités sexuelles peuvent choisir de s'organiser de façon autonome, à l'intérieur ou au-dehors des mouvements

lesbiennes/gays, soit autour de revendications particulières, soit sur des thèmes plus larges tels le SIDA, la violence ou la diversité. Nous soutenons ce droit et respectons leur choix en ce sens, tout en continuant à œuvrer pour l'alliance la plus large des personnes sexuellement opprimées.

Les bisexuels peuvent se retrouver isolés aussi bien dans la société hétérosexuelle que dans la communauté lesbienne/gay. La nature même de leur orientation sexuelle leur permet de passer inaperçus ou de sembler 'normaux' aux yeux de la société en général, les autres aspects de leur sexualité étant passés sous silence ou considérés de nature purement 'expérimentale'. Il y a progrès lorsque les bisexuels tentent de briser cette invisibilité - de s'affirmer comme bisexuels - et de voir leur orientation sexuelle reconnue et acceptée comme une expression légitime de la diversité qui existe dans les communautés lesbiennes/gays et la sexualité humaine. Cette conception de la profession de soi comme démarche positive est la même que celle que nous avons à l'égard des lesbiennes et des gays. Les tensions qui existent dans le mouvement entre personnes dont les identités sexuelles sont différentes peuvent être brisées surtout par la construction d'un mouvement inclusif et un combat contre l'hétérosexisme.

19. Nous soutenons les campagnes contre les définitions psychiatriques de l'homosexualité et de la transsexualité comme pathologies, et contre les tentatives barbares de médicaliser et 'guérir' les LGBT (par psychothérapie, thérapie d'aversion ou psychochirurgie).

20. L'héritage idéologique du stalinisme, qui a rétabli la criminalisation de l'homosexualité en 1934 en Union Soviétique alors que la révolution bolchevik l'avait décriminalisée, se reflète encore aujourd'hui dans la discrimination contre les LGBT en Chine, au Vietnam, à Cuba et d'autres sociétés de transition. Si la période de la pire répression appartient au passé et si la tolérance s'est développée ces dernières années, la pleine égalité est loin d'être obtenue. Le régime chinois n'a pas autorisé jusqu'ici d'organisation lesbienne/gay ouverte.

La IVe Internationale soutient l'organisation pour les droits lesbiens/gays en Chine, au Vietnam, à Cuba et autres sociétés de transition, comme nous le faisons partout. Nous souhaitons voir les mouvements lesbiens/gays de ces pays s'allier aux oppositions ouvrières, féministes et autres oppositions aux régimes bureaucratiques, et se développer en mouvements pour la démocratie socialiste. Les alliances avec les féministes seront particulièrement importantes pour affronter les idéologies et pratiques sexistes et hétéro-sexistes qui reposent sur la famille hétérosexuelle. Ceci restera utopique, pourtant, sauf si les mouvements démocratiques et féministes soutiennent les luttes lesbiennes/gays et développent un travail interne contre les préjugés anti-gays, et sauf si les mouvements gays développent un travail contre le chauvinisme mâle.

21. En tant que socialistes, notre combat contre le sexisme doit inclure la lutte pour changer le rôle que le sexe et la sexualité jouent dans notre culture sexiste, la lutte pour une sexualité plus libre et plus consciente. Cela exige de nous d'adopter une attitude plus critique et plus ouverte aux changements dans nos conceptions actuelles de la sexualité. La prémisse de base pour cela devrait être que nos définitions du sexe et de la sexualité, nos identifications de genre, nos identités sexuelles comme lesbienne, gay, bisexuel ou hétérosexuel, sont des édifices fondamentalement sociaux, historiques-culturels et parfois mêmes politiques, et par conséquent évolutifs. Donc, les gens peuvent se tromper - et se trompent - sur leur propre sexualité. La fausse conscience, l'aliénation, l'intériorisation des rapports d'oppression, la rationalisation des modèles culturels sexistes et des sentiments de culpabilité constituent autant d'obstacles réels dans nos tentatives pour comprendre et redéfinir notre sexualité. C'est cela qui fait que le débat et la critique plus ouverts - et non la censure - sur le sexisme dans la culture, sont des éléments vitaux dans le combat pour comprendre et transformer cette culture, au bénéfice de la sexualité humaine. Nous soutenons les tentatives pour fournir aux LGBT plus de moyens d'expression culturelle, y compris dans les mass médias.

Une nouvelle sexualité, libérée du sexisme, peut seulement naître au travers d'un long processus de débat ouvert et d'exploration., avant tout au sein du féminisme, un processus pour lequel il n'existe pas de modèles, et dont nous ne savons pas où il pourra nous mener. Il n'exista pas d'avant-garde éclairée

ou de minorité qui puisse se targuer de savoir ce qu'est la sexualité 'correcte', 'féministe', et nous devrions rejeter toutes tentatives, qu'elles proviennent des forces religieuses de droite ou des diverses tendances au sein du féminisme, telles que les féministes de la différence, pour imposer la ligne sexuelle 'correcte'. Dans bien des endroits du monde, ces forces du fondamentalisme religieux ou du conservatisme féministe ont tenté d'instituer légalement des codes de conduite sexuelle qui incluent la criminalisation de l'homosexualité et la censure des œuvres à caractère sexuel explicite. Les marxistes révolutionnaires devraient au contraire proposer un chemin vers l'auto-émancipation sexuelle, un chemin critique, mais démocratique, participatif et respectueux de la diversité de nos désirs sexuels. La première exigence pour ouvrir la voie à un tel processus d'auto-émancipation sexuelle est la défense du libre choix et de l'autonomie personnelle. Part conséquent, un élément intrinsèque de notre combat pour l'autonomie sexuelle doit également associer un combat contre toutes formes de restrictions légales au sexe librement consenti, à la lutte contre toutes formes de discrimination sexuelle. Cela doit également inclure la lutte pour favoriser les conditions matérielles qui rendraient possible pour tous les membres de la société (femmes tout autant qu'enfants et hommes) de résister aux exigences de ceux qui voudraient violer leurs droits et leur autonomie sexuelle par des relations ou rapports sexuels et/ou émotionnels non voulus. Par conséquent, les revendications fondamentales pour le plein emploi, des programmes d'action affirmative pour les femmes et les minorités, le revenu garanti, la prise en charge des enfants, le logement, les soins de santé et le droit de choisir, y compris l'avortement, qui soient efficaces et de qualité, constituent le tissu indispensable pour l'autonomie sexuelle personnelle. La nécessité de combiner la lutte pour une sexualité plus libre à la lutte pour défendre le filet de sécurité social et le plein emploi est l'élément-clé pour combattre le retour en arrière voulu par l'extrême-droite à l'encontre des femmes et de la communauté gay et lesbienne.